

*La question du Québec anglais* de Gary Caldwell, Québec,  
Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 122 p.

Josée Legault

Numéro 26, automne 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040366ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040366ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legault, J. (1994). Compte rendu de [*La question du Québec anglais* de Gary Caldwell, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 122 p.] *Revue québécoise de science politique*, (26), 214–217.  
<https://doi.org/10.7202/040366ar>

---

***La question du Québec anglais.***

de Gary Caldwell, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 122 pages.

L'étude des nombreuses problématiques soulevées par la question du Québec anglais souffre d'un manque flagrant de spécialistes. C'est la raison pour laquelle la parution de tout ouvrage portant sur celle-ci constitue en soi un événement dans le monde de la littérature québécoise.

L'ouvrage du sociologue Gary Caldwell intitulé *La question du Québec anglais*, se veut particulièrement ambitieux. Il propose de tracer un portrait des conditions socio-démographiques, politiques, sociales, et philosophiques dans lesquelles se retrouverait aujourd'hui ce que l'auteur nomme le Québec anglais. Quant à une thèse quelconque ou des hypothèses avancées par l'auteur, le lecteur aura peine à les trouver. En fait, il n'y a ici ni thèse, ni hypothèse. Cet

essai est une brève collection de réflexions sur divers sujets dont les liens semblent parfois peu évidents.

Dès le début de l'ouvrage, Caldwell définit son objet d'étude comme étant les Québécois nés au Canada et dont la langue maternelle est l'anglais. Il justifie le choix du premier indicateur en émettant l'hypothèse que seuls les individus ayant été «socialisés» dans la culture canadienne-anglaise (définie en partie comme le produit de la dialectique française-anglaise du Canada) constituent la réalité culturelle qu'il nomme le Québec anglais ou l'anglo-Québec (p. 20). Quant au choix de la langue maternelle, Caldwell prend pour acquis «qu'on ne peut être membre à part entière d'une culture sans y avoir été socialisé, et que le moment le plus important de cette socialisation se situe au cours des cinq premières années». La socialisation culturelle et l'apprentissage de la première langue sont présentés ici comme des phénomènes indissociables, simultanés et déterminés par la naissance.

Se référant aux chiffres des recensements fédéraux de 1986 et de 1991, il arrive à une population de 563 000 Anglo-Québécois, dont la moitié est d'origine britannique, un dixième d'origine juive et les quatre autres dixièmes d'origines diverses. Une fois son objet d'étude circonscrit, Caldwell lui prête une «dimension culturelle» vaguement définie comme étant «le sentiment de partager quelque chose» (p. 26). Il conclut par conséquent que l'on parle ici d'une «communauté», notion qu'il affirme ne pouvoir appliquer à un groupement d'ordre purement linguistique. La définition de son objet d'étude souffre d'une malheureuse confusion quant à certains concepts pourtant incontournables. Par exemple, Caldwell semble éprouver des difficultés majeures à distinguer clairement les concepts d'ethnie, de groupe ethnoculturel ou religieux, de groupe linguistique et de communauté politique.

En fait, on a peine à comprendre pourquoi un Québécois de langue anglaise d'origine américaine né à l'extérieur du Canada participerait moins d'une communauté culturelle anglo-québécoise qu'un Québécois de langue maternelle anglaise d'origine juive, né au Canada. Tout comme on ne comprend pas pourquoi un Québécois de langue anglaise émigré récemment d'un village manitobain serait plus «anglo-québécois» qu'un Québécois d'adoption ayant délaissé sa

langue maternelle afin d'adopter l'anglais comme langue d'usage, etc.

Un facteur pouvant expliquer la confusion de l'auteur est son parti pris évident pour une définition historiciste et pré-déterminée de ce que constitue une «communauté». L'action d'identification — laquelle laisse une large place au relatif libre arbitre de l'individu et à l'influence d'environnements changeants — n'est tout simplement pas prise en considération par Caldwell.

En d'autres termes, selon lui, on ne peut devenir anglo-québécois puisque l'on naît ainsi. Si ce n'était du fait qu'il inclut les Québécois d'origines autres que britannique dans sa typologie, on serait tenté d'y voir une définition carrément ethniciste.

Après avoir défini son objet d'étude, Caldwell procède à un exposé plus factuel des conditions socio-démographiques de la population anglo-québécoise. Les chapitres 3 à 6 apportent ainsi au lecteur peu familier des éléments d'information importants. C'est ainsi qu'un portrait plus complexe de la réalité socio-démographique anglo-québécoise émerge.

Caldwell y avance, entre autres choses, que la classe moyenne anglophone est en déclin, que le vieillissement de la population s'accroît, que l'écart entre les revenus des francophones et anglophones a disparu, qu'il existe une classe moyenne inférieure anglophone de plus en plus isolée, que les leaders et les modèles se font de plus en plus rares, que le réseau scolaire souffre de lacunes qui transcendent la question du renouvellement des clientèles, que le niveau de bilinguisme et de mariages mixtes continue d'augmenter, etc. Bref, la minorisation démographique — et on serait tenté d'ajouter une minorisation politique encore plus déterminante — fait lentement son œuvre.

À la fin de son ouvrage, Caldwell passe à un autre genre, soit celui de l'essai d'opinion. Après avoir dressé un portrait socio-démographique, il nous entretient de ce qu'il considère être les effets pervers de l'idéologie néolibérale des «droits» individuels sur la population anglo-québécoise. Ici, l'auteur entre dans un domaine qu'il connaît mal mais qui, de toute évidence, le fascine.

Le propos se transforme rapidement en une lamentation sur le remplacement du nationalisme canadien-anglais (d'inspiration britannique) par un néolibéralisme qui ne reconnaîtrait pas les particularismes sociaux et culturels en tant que biens collectifs (p. 90). Son analyse de la Charte canadienne des droits et libertés (incarnation suprême, selon lui, de ce néolibéralisme) évacue non seulement la présence en son sein d'une batterie impressionnante de droits collectifs, mais également la nature distincte de la Charte québécoise des droits de la personne. Il opère ainsi une grave confusion entre libéralisme et néolibéralisme, et semble mal maîtriser ce sujet.

En bout de ligne, les réflexions de Gary Caldwell demeurent intéressantes, quoique très éloignées de la réalité pluraliste et complexe de l'anglophonie montréalaise, laquelle est en voie de devenir la presque totalité de l'anglophonie québécoise. La difficulté que l'on sent chez cet auteur d'accepter l'hétérogénéisation ethnoculturelle d'une population autrefois essentiellement britannique laisse particulièrement songeur. Quant aux données socio-démographiques qu'il présente — lesquelles auraient pourtant dû contribuer à alimenter sa réflexion —, elles sont d'un intérêt certain pour les lecteurs non initiés.

Josée Legault

*Université du Québec à Montréal*